

En finir avec le nucléaire pour arrêter de produire des déchets

Par Un collectif d'associations

Tribune. En quelques dizaines d'années à peine, l'électricité nucléaire a généré près d'un million de mètres cubes de déchets radioactifs, et près de 400 000 tonnes de «matières» dangereuses. Toxiques pour des centaines d'années pour certaines d'entre elles, pour des millions d'années pour d'autres, ces substances radioactives peuvent – à tout moment – contaminer nos cours d'eau, nos océans, notre air et nos sols. Ces déchets sont un héritage empoisonné, légué aux générations futures sur des durées qui dépassent celle des civilisations humaines. L'empreinte écologique du nucléaire est abyssale mais occultée par ceux qui présentent abusivement cette technologie comme une «solution» au changement climatique !

Les Français-es n'ont pas choisi le nucléaire. Ils et elles n'ont pas non plus choisi les déchets nucléaires. D'ailleurs, ce ne sont pas «nos» déchets, mais bien ceux de l'industrie nucléaire, produits avec l'assentiment de décideurs politiques. Pourtant, nous voilà contraints de vivre à côté et de participer au financement de leur gestion. Bien trop souvent, nous entendons *«Les déchets sont là, il faut bien les gérer.»* Cette manière de présenter les choses esquivent un fait essentiel : ces substances radioactives ne tombent pas du ciel, mais sont le produit d'une politique énergétique imposée et irresponsable. Cette production de matières et déchets ingérables doit prendre fin et le nucléaire doit être abandonné.

Or la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et la future loi énergie n'en prennent pas la direction. Au contraire : ces textes prévoient de repousser de dix ans l'échéance de réduction de la part du nucléaire, prolongeant le fonctionnement de la-quasi-totalité des réacteurs jusqu'à 50 ans et plus, augmentant le volume de déchets. La PPE envisage même la construction de nouveaux réacteurs. De tels projets sont en opposition totale avec l'avis des citoyens.

Toujours plus de déchets

Parmi les substances polluantes et parfois toxiques produites par l'industrie nucléaire, certaines échappent au qualificatif de «déchet» par un tour de passe-passe juridique et comptable, visant à limiter la gestion physique et financière des déchets et à faire croire à leur recyclabilité. En réalité, le «retraitement» à La Hague est une opération coûteuse, très polluante et abusivement présentée comme un recyclage. Loin de diminuer la quantité de déchets, le «retraitement» ne fait que l'accroître pour, en réalité, réutiliser moins de 1% du combustible usé. Mais là encore, la PPE va à contresens, prévoyant de poursuivre le fonctionnement de l'usine de La Hague *«jusqu'à l'horizon des années 2040»*. Sans aucune considération pour les contraintes techniques, la faisabilité et les surcoûts engendrés.

Dans tous les cas, cette accumulation génère des risques pour les travailleurs de l'industrie, les riverains et les générations futures. Elle impose de perpétuer des transports à risque sur nos routes, nos stations essence, nos réseaux ferroviaires, y compris dans des zones densément peuplées. Enfin, elle pose la question irrésolue du financement : englués dans leurs difficultés financières, les producteurs de déchets sont dans une logique de rentabilité à court terme et cherchent à provisionner le moins possible. Au final, ce sont les contribuables qui paieront.

Plutôt que de réduire ses déchets à la source, l'industrie nucléaire préfère, avec la bénédiction de nos décideurs, poursuivre sa fuite en avant et rechercher des exutoires : un projet de piscine «centralisée» pour accueillir le trop plein de combustibles usés de l'usine de La Hague, des projets pour déclasser et «recycler» des bétons et métaux irradiés et ainsi réduire le coût de leur gestion au risque de disperser de la radioactivité jusque dans nos casseroles.

«Cigéo doit être abandonné»

La filière cherche aussi à imposer le projet d'enfouissement 500 mètres sous terre pour faire «oublier» les déchets les plus toxiques et ce, malgré les risques élevés et insensé. Le projet Cigéo à Bure comporte des risques d'incendie et d'explosion souterrains et irait de pair avec des rejets

radioactifs considérables, en continu, découlant de ses choix de conception. Contrairement à ce qui est déclaré, l'enfouissement des déchets radioactifs n'est pas «réversible». En cas d'accident, il serait impossible d'intervenir, d'empêcher la dispersion accrue de radioactivité ou de récupérer les déchets. Dangereux, impossible à financer, imposé aux populations, Cigéo doit être abandonné.

Les déchets nucléaires jonchent désormais le territoire français. Nous sommes toutes et tous concernés par l'accumulation des matières et déchets radioactifs et ses conséquences éthiques et économiques. C'est pourquoi nos associations souhaitent rappeler avec force que cette accumulation résulte de choix politiques, que d'autres choix de gestion existent et qu'il est possible d'arrêter la fuite en avant, dès maintenant.

Signataires:

Réseau Action Climat
Réseau « Sortir du nucléaire »
Greenpeace France
Amis de la Terre-France
Global Chance
EODRA
France Nature Environnement
Lorraine Nature Environnement
Meuse Nature Environnement
Le CEDRA 56
BureStop55
Attac France

[Un collectif d'associations](#)